

Le Parisien, 12 mars

## « Présidentielle : la V<sup>e</sup> République à bout de souffle »

« **A**ffaires, difficultés de rassemblement, majorités difficiles à trouver, la V<sup>e</sup> République est à bout de souffle. Survivra-t-elle à cette élection ? La question se pose alors que nous vivons une folle campagne et une véritable crise des institutions. C'est une révolte ? Non, Sire, c'est une révolution ! Un peu comme le royaume de Louis XVI, la V<sup>e</sup> République, fondée il y a presque soixante ans par le général de Gaulle, prend l'eau de toutes parts. À quelques semaines du premier tour de la présidentielle, jamais la scène politique n'a paru aussi confuse.

L'ébranlement du système commence par l'incapacité du chef de l'État, pilier dudit système, à se représenter lui-même.

Pour la première fois sous la V<sup>e</sup> (...), un président a renoncé à briguer sa propre succession à l'issue de son premier mandat. François Hol-

lande, président décidément tout sauf « normal », a pris acte d'une impopularité sans précédent (...).

« Celui ou celle qui sera élu(e) à la tête de l'État en mai n'est pas assuré(e) de disposer en juin d'une majorité pour gouverner. Là encore, une première ! Alors, sommes-nous au seuil d'une crise de régime ? »

Deuxième pilier de la V<sup>e</sup> à être malmené, le règne du bipartisme. L'alternance au pouvoir entre un grand parti de droite et un grand parti de gauche, présentant chacun un candidat, vit peut-être ses derniers jours (...).

Non seulement les champions issus des primaires LR (François Fillon) et PS (Benoît Hamon) ne parviennent pas à rassembler leur propre famille, mais en plus ils risquent d'être éliminés dès le premier tour de la présidentielle, le 23 avril, par deux candidats venus d'ailleurs (...).

Ce serait alors l'affiche inédite du second tour, le 7 mai prochain.

Nous ne sommes même plus dans le tripartisme prévalant depuis l'installation du FN en troisième force électorale du pays, à la faveur des élections européennes et locales de 2014 et de 2015, mais dans un système hybride à quatre « gros » partis, voire plus (...).

Résultat, celui ou celle qui sera élu(e) à la tête de l'État en mai n'est pas assuré(e) de disposer en juin d'une majorité pour gouverner. Là encore, une première !

Alors, sommes-nous au seuil d'une crise de régime ? » ■

Pays-Bas, Écosse, Grande-Bretagne et Brexit, relations avec la Turquie...

## L'explosion en cours de l'Union européenne

Daniel Shapira

Pas un jour sans que les facteurs de dislocation au sommet de l'Union européenne (UE) ne s'accroissent. Sans parler du résultat des élections aux Pays-Bas (un des six membres fondateurs de l'UE) et de l'incertitude qui règne sur le résultat de celles à venir en Allemagne et en France, la journée du lundi 13 mars a été riche en rebondissements.

Le gouvernement turc a violemment condamné la déclaration de l'UE. En effet, dans une déclaration de la responsable de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, cosignée par le commissaire Johannes Hahn, chargé de la politique de voisinage de l'Union, l'UE a exhorté le gouvernement turc « à s'abstenir de toute déclaration excessive et d'actions qui risqueraient d'exacerber la situation », ajoutant : « Il est essentiel d'éviter une nouvelle escalade et de trouver les moyens de calmer la situation. » Le ministre des Affaires étrangères turc a aussitôt rétorqué : « La déclaration irréfléchie de l'UE n'a pas de valeur pour notre pays. »

Cette crise entre l'UE et la Turquie, dont l'élément contingent a été l'annulation des meetings pro-Erdogan en Allemagne et aux Pays-Bas, vient de loin, comme l'indique avec rage et inquiétude le quotidien *L'Est républicain* de ce mardi 14 mars : « Erdogan a exigé et obtenu en 2015 six milliards de dollars pour retenir les réfugiés syriens et irakiens dans des camps. L'été dernier, il doublait cette somme. Un marché de dupes car au moment où les candidats populistes montent dans les sondages, il menace implicitement et avec un cynisme suprême d'ouvrir les vannes de ses camps de migrants. »



Le Premier ministre britannique, Theresa May, prenant la parole à Bruxelles, le 9 mars 2017.

### « LA MENACE SÉRIEUSE D'UN ÉCLATEMENT DU ROYAUME-UNI »

Et il y a le coup de tonnerre intervenu ce même jour en Grande-Bretagne. Alors que Theresa May venait d'obtenir une majorité au Parlement pour engager les négociations du Brexit, l'annonce du Premier ministre écossais de demander un référendum d'indépendance est venue tout bouleverser. Ce que résume ainsi l'AFP de ce lundi 14 mars : « Tous les médias britanniques faisaient mardi leur une sur cette demande de la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon lancée lundi, qui chamboule le jeu et fait peser la sérieuse menace d'un éclatement du Royaume-Uni. »

En clair, aujourd'hui, c'est peu de dire que les divers gouvernements ont de plus en plus de mal à cohabiter et à accepter une quelconque

« loi commune européenne ». Tout cela parce que les grandes multinationales n'ont que faire du respect des divers États, comme en témoigne la récente décision de General Motors de liquider Opel pour une fusion avec PSA, les protestations de M<sup>me</sup> Merkel n'ayant compté pour rien.

Et tout cela parce que les peuples d'Europe et les travailleurs sont de moins en moins disposés à accepter les conséquences dévastatrices des politiques de leurs gouvernements. Significatif au plus haut point est le fait qu'à quelques jours d'intervalle, la manifestation du 7 mars en France (voir page 4) a répondu aux dizaines de milliers de manifestants de Londres pour la défense de leur service de santé et aux milliers d'hospitaliers en grève et en manifestation en Allemagne. ■

ÉDITORIAL

## Construire un « pacte de résistance »

Par Jean-Charles Marquiset, membre du bureau national

Depuis des semaines, il faudrait croire que toute l'actualité se résume à l'élection présidentielle. Certes, il y a les affaires, les alliances, les désunions... À la vérité, cela reflète la crise des institutions, la crise des partis, notamment du Parti socialiste et des Républicains, qui étaient là pour les pérenniser. En fait, une véritable crise de régime. L'homme providentiel, le sauveur suprême, qui pourrait encore y croire ? Et pourtant, l'élection présidentielle va avoir lieu.

Malgré sa victoire lors de la primaire de la droite et du centre, Fillon est rattrapé par les affaires mais, coûte que coûte, il ira. Le parti Les Républicains n'en sortira pas indemne. Macron, c'est la poursuite du quinquennat Hollande ; c'est aussi la loi Macron avec les résultats que l'on connaît. Marine Le Pen, ce sont ses thèses xénophobes contre la classe ouvrière et ses garanties. Et il y a Hamon, l'homme qui a essayé de reconstituer l'union de la gauche, l'homme pour requinquer le quinquennat, l'homme qui déclarait il y a quelques jours : la ministre Touraine porte « l'acquis social du quinquennat ». Les fonctionnaires et les travailleurs de la santé apprécieront !

Le Parti socialiste n'en sortira pas non plus indemne, et ce pourrait être la première fois que les deux principaux partis liés aux institutions de la V<sup>e</sup> République soient balayés dès le premier tour.

Ce qui est sûr, c'est que quel que soit le candidat élu, la lutte de classe sera à l'ordre du jour, comme elle s'est exprimée une nouvelle fois le 7 mars, quand des dizaines de milliers ont manifesté à Paris contre la loi Touraine, les GHT, à l'appel de la CGT, de FO et de SUD, accompagnés par des travailleurs d'autres secteurs.

Les futurs dirigeants sont avertis.

S'il est sûr que la crise peut prendre des formes multiples, il est clair qu'une « explication générale » se prépare, classe contre classe.

Les institutions de la V<sup>e</sup> République sont au bord du gouffre. Les partis historiques (Les Républicains, le Parti socialiste, comme le PCF à son échelle) du maintien de l'ordre au profit du capital se disloquent. Mais quel que soit le président élu, le gouvernement mis en place, ceux-ci seront plus que jamais chargés de liquider, de déréglementer, de privatiser pour répondre aux exigences du capital financier.

Face à cela, il y a, et il y aura, la résistance de la classe ouvrière, pour défendre ses revendications, avec ses organisations syndicales qui sont la première forme d'organisation de notre classe contre la classe dominante. Contre le pacte social que voudra imposer le nouveau président et son gouvernement, il faut construire un pacte de résistance, qui pose aussi la question du pouvoir en liaison directe avec la lutte de classe, un pacte de résistance qui sera au cœur de la conférence nationale de délégués des comités de liaison et d'échanges qui aura lieu le 25 mars à Paris. Une conférence politique où des militants ouvriers, syndicalistes, élus, des adhérents du POI, du PG, du PCF... échangeront entre eux et ouvriront une perspective politique nouvelle, celle de la défense des garanties ouvrières telles que la Sécurité sociale, la protection sociale et toutes les conquêtes collectives acquises par la classe avec ses organisations.

Ce qui est vrai en France se retrouve aussi dans des dizaines de pays, dans la préparation de la Conférence mondiale ouverte que des militants ouvriers ont commencé à préparer activement dans leur pays, conférence qui se réunira en octobre à Alger.

Chaque semaine, lisez, diffusez

INFORMATIONS  
OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE  
LA LUTTE DES CLASSES  
Hebdomadaire du Parti ouvrier indépendant